

Les livres qu'il faudrait avoir lu (2)

Régulièrement, Jean Jacques Netter, Vice Président de l'Institut des Libertés, publie les notes de son cahier concernant les ruptures économiques, les frictions géopolitiques, les fractures idéologiques et les évolutions technologiques de notre société. Cela peut permettre, essentiellement à partir de livres qui ne s'inscrivent pas forcément dans le court terme ou le politiquement correct, de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui ou de faire apparaître de nouveaux angles d'évolution...

Points de frictions géopolitiques:

L'Europe est faible face au terrorisme islamiste

Troisième offensive de l'islam en Europe : Pierre Lellouche dans son dernier livre « *Une guerre sans fin* » rappelle que après la guerre qui a suivi la révélation de Mahomet au VIIème siècle, il y a eu la chute de Constantinople en 1453 qui mena les turcs aux portes de Vienne. Aujourd'hui nous vivons une nouvelle guerre de contre-colonisation au moment où la France renie sa culture au nom de ses valeurs et des droits de l'homme...

Europe : le Traité de Versailles (1783) préparé par Vergennes constitue la plus belle réussite politique de l'ancien régime. Il porte un coup d'arrêt à la domination de la Royal Navy sur les mers et impose en Europe un équilibre très favorable à la France. De sa nomination aux Affaires Etrangères à sa mort en 1787, Charles Gravier comte de Vergennes a été la solidité de Louis XVI. Bernard de Montferrand l'auteur de « *Vergennes. La gloire de Louis XVI* » est président de la société des Cincinnati de France...

L'anti-américanisme en profite pour resurgir

Anti-américanisme : Régis Debray dans son dernier livre « *Civilisation. Comment nous sommes devenus américain* » rallume une fois de plus l'anti-américanisme. Pour lui la soumission de la civilisation européenne est du côté de l'Amérique et non du côté de l'islam. Comme la plupart des auteurs anti-américains, Régis Debray ne connaît pas bien l'Amérique. Il en devient une sorte de voyant borgne...

Atlantisme : dans son livre « *La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie* », Hadrien Desuin considère que les quinze mois de Jean Marc Ayrault ministre de Hollande à la tête de notre diplomatie donnent une impression de vide et d'une succession de choix hasardeux brouillant un peu plus les positions internationales de la France. Réquisitoire argumenté contre la diplomatie de nos derniers présidents mis dans le même atlantisme ...

La France devient un nain politique

Russie : pour Renaud Girard expert en stratégie, la France est apparue dans l'affaire ukrainienne

comme un nain politique en comparaison avec l'Allemagne. Nous manquons d'une grande politique russe. Dans son dernier livre « *Quelle diplomatie pour la France* » il pense que nous devons développer notre propre vision différente de Moscou et de Washington, pour devenir des médiateurs reconnus au Proche Orient...

La « Pax Asiatica » est en marche

Asie : Dans son dernier livre « *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XXème siècle* », Pierre Grosser historien professeur à Sciences Po Paris décrit bien l'incapacité de l'Amérique à penser à long terme profite à la Chine et à l'Europe. Nous allons vers une « Pax Asiatica »...

Chine : Sylvie Bermann, première femme à avoir dirigé la chancellerie de l'ambassade de France à Peking vient de sortir « *La Chine en eaux profondes* ». Pour l'actuelle ambassadeur de France à Londres, la Chine est la deuxième puissance économique mondiale et en même temps un pays en développement au 87ème rang en terme de PNB par tête.

Les livres qu'il faudrait avoir lu (1)

Régulièrement, Jean Jacques Netter, Vice Président de l'Institut des Libertés, publie les notes de son cahier concernant les ruptures économiques, les frictions géopolitiques, les fractures idéologiques et les évolutions technologiques de notre société. Cela peut permettre, essentiellement à partir de livres qui ne s'inscrivent pas forcément dans le court terme ou le politiquement correct, de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui ou de faire apparaître de nouveaux angles d'évolution. Voilà la première partie qui en comportera quatre pendant l'été...

Points de ruptures économiques

Le matraquage fiscal a servi à financer le protectionnisme social...

Fiscalité : le dernier livre de Jean Marc Daniel « *Les impôts* » est une histoire de la folie fiscale française. Pujade dénoncera « la gestapo fiscale », Giscard d'Estaing alourdira la fiscalité sur le capital, Mitterrand créera l'impôt sur les grandes fortunes. Sarkozy et Hollande continueront de plus belle. Le professeur d'économie décrit l'inexorable dérive d'un pays devenu le champion du matraquage fiscal...

Protectionnisme social : Edmund Phelps économiste américain, prix Nobel est orthodoxe et iconoclaste. Dans son dernier livre « *La prospérité de masse* » il montre que l'avènement du « protectionnisme social » a été particulièrement dévastateur. Une nouvelle entreprise avec une

idée novatrice ne peut pas prendre une part de marché si l'Etat protège tous ses concurrents. Il faut casser les monopoles, renforcer la concurrence ouvrir les portes aux nouveaux entrants...

... tout en fragilisant les classes moyennes

Classes moyennes : La classe dominante n'a jamais cessé d'ériger des frontières invisibles. Pour Christophe Guilluy dans son dernier livre « *Le crépuscule de la France d'en haut* » il explique bien que dans les milieux populaires, personne ne souhaite devenir minoritaire dans son « village », ni en France, ni en Algérie, ni en Chine, ni au Sénégal. Il existe une véritable fragilisation sociale des petites villes et des villes moyennes de la France périphérique. De nombreux centres ville sont à vendre et dans une ville comme Nevers près de 20% des locaux commerciaux sont vides. Ce n'est pas la construction de 20 ou 30% de logements sociaux qui changera la donne

Les défis à relever sont donc nombreux...

Les défis que personne ne devrait ignorer : Pour Jacques de Larosière auteur de « *Les lames de fond se rapprochent* » il existe six défis capitaux qui devraient nous empêcher de dormir: 1/le vieillissement de la population, 2/ les inégalités croissantes de la mondialisation, 3/ le ralentissement séculaire de la croissance mondiale 4/ les menaces sur l'environnement 5/ les risques des politiques monétaires hyperlaxistes 6/ les dérives de la financiarisation extrême. Tous ces défis s'emboîtent comme des poupées gigognes....

Le populisme est devenu un mot valise qui comporte de multiples facettes

En France, l'événement fondateur de la poussée populiste a été la victoire du non au référendum de 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen. Bien qu'il ait été rejeté à plus de 55% par la France métropolitaine, cela n'a pas empêché 92% des parlementaires de ne pas tenir compte de l'avis des français en votant une loi autorisant la ratification du traité... !

Depuis 2005 le même scénario se répète. L'Europe est devenue un Léviathan sourd aux aspirations des peuples. La droite dit de voter oui, la gauche dit de voter oui, tous les grands medias disent de voter oui et le peuple dit non. Les représentants à la Commission ou au Parlement donnent l'impression d'être totalement inaptés à écouter qui que ce soit. Ils préfèrent nous donner des leçons en nous expliquant ce que nous devons penser, ce en quoi nous devons croire et surtout ce que nous devons espérer: un monde sans frontières, sans peuples, enfin libéré des vieilles traditions, débarrassé des vieilles identités et surtout peuplé de citoyens du monde.... !

La montée, depuis 15 ans, de mouvements dits « populistes » ne se présente donc nullement comme le simple prolongement des actions et des doctrines de « l'extrême droite » traditionnelle. Le croire serait s'exposer à se trouver à chaque instant pris à contre pied. Dans une Europe vieillissante, inquiète de son appauvrissement démographique, le populisme joue sur le désir de sécurité et la peur de l'immigration. Il se présente comme une défense du patrimoine immatériel, c'est-à-dire un « style de vie », aussi bien que matériel...

Qu'ont en commun Marine Le Pen, Donald Trump, Viktor Orban, Beppe Grillo, tous régulièrement qualifiés de populistes? Pas grand chose, car les populismes ne se ressemblent pas forcément. La critique des élites suffit-elle à définir le populisme? Le populisme a-t-il une couleur politique? Doit-on exclure les populistes du débat démocratique ou au contraire leur répondre pied à pied? Les populismes menacent dans tous les cas, la toujours fragile démocratie, qui semble aujourd'hui, plus que jamais, à la peine.

Plus l'Etat est impuissant, plus le pouvoir politique perd de sa légitimité. A ce moment là, le risque de sécession du peuple est réel. C'est aux citoyens de se saisir du pouvoir sans quoi tout le pouvoir reviendra aux marchés. Tout le problème est que le mot populisme fait aujourd'hui partie des mots qui sont usés jusqu'à la corde dévitalisés, piégés...

Les classes moyennes se sentent méprisées par les élites

A l'âge de la mondialisation, de l'ouverture des frontières et du triomphe d'un individualisme consumériste, le peuple apparaît comme une forme politique désuète voire obsolète. Emporté par les naufrages du nationalisme, du communisme et plus généralement, la fin des grands récits et des affrontements idéologiques qui ont structuré les XIXe et XXe siècles. Le peuple démocratique, celui de la communauté des citoyens souverains, semble avoir tenu bon jusqu'à aujourd'hui, mais il est dévoré de toutes parts par la passion de l'individualisme.

Une démocratie qui utilise le concept de populisme pour lutter contre des opinions contraires montre bien qu'elle manque à sa vocation de liberté. Quand les élites découvrent que le peuple ne les suit plus, quand ils s'aperçoivent que le peuple juge qu'ils vont trop loin et n'a envie de se sacrifier ni pour l'humanité, ni pour le règne du concept, alors les élites progressistes veulent passer au dessus du peuple..

C'est tout à fait le sens des propos tenus par Bernard-Henri Lévy au moment du Brexit. Il avait écrit dans le Monde que le Brexit, était la victoire non du peuple mais du populisme. Non de la démocratie mais de la démagogie. Que les nains de Jardin allaient selon lui remplacer Michel-Ange, car le vote des britanniques incarnait la victoire du souverainisme le plus sombre...

L'Europe est menacée des mêmes rigidités que l'URSS d'antan. Les élites sont coupées de la base comme l'était à l'époque « la Nomenklatura » soviétique. Les multiples comités qui peuplent les entreprises et les administrations n'ont rien à envier aux « Soviets ». Nous assistons

à la mort des élites ou plus prosaïquement à la disparition de la classe dominante telle que Marx l'avait mise en scène. La communauté se dissout. Elle réunissait les détenteurs de tous les pouvoirs, politiques, économiques, médiatiques, intellectuels. Ce n'est pas simplement l'effet du populisme, dont le marqueur idéologique demeure la haine à l'égard de « ceux d'en-haut ». C'est évidemment le résultat des lâchetés et des faux pas des élites elles-mêmes. Mais c'est surtout le résultat d'une société « hyperdémocratique », dirigée par l'opinion et les médias...

Les classes moyennes se sentent méprisées par les élites nomades vivant dans un monde postnational. Les électeurs sont face à des élites confinés dans des discussions de salon. Les élites sont coupées des réalités françaises. A force d'occulter les problèmes posés par une immigration de masse extra européenne, les bien pensants de droite comme de gauche ont pratiqué un déni idéologique. D'où la triste débâcle politique à laquelle nous assistons.

Le populisme est le terreau sur lequel prospère la haine des riches. La guerre à la finance des uns faisant échos au culte des frontières et à la stigmatisation des immigrés des autres et tous communiant dans la détestation des entreprises, du capitalisme et du marché. Le grand responsable étant toujours bien évidemment « la vague de mondialisation libérale »...

Le Front National a délaissé son discours sécuritaire au profit d'un gauchio-lepénisme

Le Front National est devenu une sorte de boulangisme qui pratique la sacralisation de l'identité nationale contre les forces coalisées de la finance, de la technocratie bruxelloise et d'un prétendu gouvernement mondial. Présidé par Marine Le Pen depuis janvier 2011, il est condamné à demeurer enveloppé dans le clair obscur de son ambiguïté. Il n'en sortirait qu'à ses dépens..

Le Gauchio-lepénisme intègre parfaitement le vocabulaire socialiste. Marine Le Pen s'engageait à défendre « notre modèle social, nos services publics, nos retraites ». Elle dénonçait « le recul de la laïcité » tout en fustigeant le mondialisme, l'immigration et l'islam, annonçant « l'inversion des flux » affirmant que « la solidarité nationale devait être réservée aux nationaux », le tout devenant possible grâce à un « état fort » qu'elle promettait de diriger « d'une main de fer ». Le FN a basculé du nationalisme identitaire du père, vers le nationalisme républicain de la fille, plutôt proche du chevènementisme...

Le discours sécuritaire qui aurait du rester au cœur du débat légitime des idées a été délaissé. Pourtant, le peuple se pose de bonnes questions sur l'islam, l'immigration, le communautarisme, l'assistanat. Marine Le Pen lui a apporté de mauvaises réponses. Le peuple voit très bien qu'il assiste à une immigration incontrôlée entraînant le phénomène politique le plus important et le plus cataclysmique de toute l'histoire de notre pays : le changement de peuple.

La gauche a abandonné le peuple

La gauche a masqué sa décomposition et son impuissance par un discours incantatoire,

écartelé entre modernisme «tendance» et surmoi radical issu de son vieux complexe envers son aile révolutionnaire. Sa langue politiquement correcte, a aggravé la fracture avec un peuple de plus en plus déboussolé face à la «barbarie douce» d'une mondialisation qui s'impose d'autant plus qu'il n'y a plus de grand projet à lui opposer. Cette décomposition s'inscrit dans des évolutions de la société française qui ont mis à mal les anciennes figures de l'engagement politique.

Faute d'avoir pu réaliser une révolution sociale le Parti Socialiste a fait une révolution sociétale. Le PS ne représentant plus que la bourgeoisie bobo ainsi que toutes les victimes passées ou présentes du racisme et du colonialisme. Curieusement les intellectuels se sont rapprochés du peuple réel, à mesure que le PS s'en éloignait.

Ce n'est pas le monde qui se « droitise » mais les peuples qui réagissent à la « gauchisation » du monde. Alors que c'est la gauche républicaine qui a accompli la colonisation au nom du progrès et de la civilisation, ce sont les gens de gauche d'aujourd'hui qui se posent en anticolonialistes. L'engagement notion un peu galvaudée dès l'après guerre est passée à droite avec armes et bagages

Le socialisme moderne a abandonné le peuple. La gauche n'a plus que le goût de gouverner pour les minorités, de stigmaniser le transhumanisme comme « l'ultime religion du capital » et de peindre la Suède en « Corée du Nord du libéralisme culturel»

La France Insoumise est devenue anti-allemande

La majorité des bas salaires a renoncé à la gauche pour les défendre. Et pourtant, le « peuple » n'a pas disparu, mais il a suffi qu'il change pour le rendre invisible à ceux qui sont censés se préoccuper de son sort. Un fait est établi : ce peuple oublié va de plus en plus mal. C'est lui qui alimente depuis des années la poussée continue du Front national et de La France Insoumise.

Pour Mélenchon l'ennemi c'est l'Allemagne. Elle est devenue l'enfant de la finance dérégulée et d'un pays qui s'est voué à elle. Cette alliance est en train de modeler, selon lui, l'Europe à sa main.

Le « vivre ensemble » est devenu une expression inepte et indécente. Elle camoufle l'apartheid des cultures. Ce n'est qu'une blague sanglante. Pour permettre au migrant de conserver ses racines, on somme le pays d'accueil de renoncer aux siennes. L'islamisme contraste avec l'immigration du passé. Il y ajoute la détestation du pays hôte. Ce communautarisme est partout une immense faillite...

La droite doit expliquer que la crise de l'islam est beaucoup plus grave que celle de l'Euro

Le peuple à l'impression d'être colonisée par des arabo-musulman. Le peuple français « indigène » risque de disparaître submergé par des hordes d'immigrants. Aujourd'hui la haine du blanc, du Français, de l'Européen, de l'Occidental, du juif, du sioniste ou du chrétien est présentée par les islamistes comme une guerre sainte contre les mécréants.

La bataille finale, pour les plus fanatiques sera effroyable. Elle s'achèvera, selon eux, par l'écrasement des ennemis de l'islam. La France est aujourd'hui prise entre le marteau du multiculturalisme et l'enclume de l'islamisme. Le totalitarisme salafiste empoisonne toutes les cités françaises. La crise migratoire non maîtrisée est donc beaucoup plus grave que la crise de la zone Euro.

La religion des droits de l'homme est mortelle pour les peuples européens invités à faire place à d'autres peuples, à d'autres civilisations. La rencontre des droits de l'homme et de l'Islam évoque celle du nitrate et de la glycérine. L'islamisme est le totalitarisme de notre siècle, ce n'est pas une religion de paix et d'amour. Le législateur c'est Dieu pas l'homme. Les islamistes ont réussi à poser en France la première pierre d'un joug totalitaire qu'ils ont construit ailleurs par la coercition et la terreur. Le combat islamiste pour normaliser le port de l'uniforme salafiste est devenu une technique de marquage qui permet d'identifier les non-adhérents à l'idéologie islamiste...

La question de l'islamisme modéré est donc caduque. Les islamo-gauchistes veulent accorder à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme. La violence perpétrée en milieu scolaire montre bien la décrépitude déjà grande des valeurs qui fondent la République et assurent « l'intégration » des nouveaux citoyens et de leurs enfants. L'occident a toujours pensé que l'islam allait se moderniser. Or ce qu'il fait c'est l'inverse. Il faut avoir conscience que l'objectif de l'islamisme est d'islamiser la société moderne...

La droite doit sortir de sa paresse intellectuelle, de sa cécité volontaire, de sa lâcheté face à l'islamisme. La gauche sectaire a fait fuir les intellectuels. La droite doit les accueillir en défendant ses valeurs. Le « macronisme et de droite et de gauche » est pour le moment totalement inconséquent sur le sujet. Il pourrait, a minima, rappeler que la forte redistribution dans un pays comme la France, repose sur un sentiment de solidarité et de communauté nationale qui se conjugue très mal avec une ouverture trop large aux étrangers...

La réduction des inégalités ne doit pas être traitée de façon idéologique et sectaire

Les Rencontres d'Aix en Provence ont été centrées cette année sur le thème « A la recherche de nouvelles formes de prospérités » avec notamment une des tables rondes consacrées au sujet

« D'un monde d'inégalités à un monde de solidarités ». En avant première, le journal « Le Monde » pour présenter ces rencontres nous avait expliqué que « les inégalités sont exacerbées dans les pays développés » en laissant croire que les inégalités avaient explosé en France . C'est tout simplement totalement inexact, car la part des salaires dans la valeur ajoutée est stable depuis 20 ans à un niveau élevé de 67%. Ce ne sont pas les profits des « riches » mais l'Etat qui a spectaculairement accru ses prélèvements sur la valeur ajoutée. Ce n'est pas du tout la même façon de décrire la réalité.

D'ailleurs, il suffit de regarder l'évolution du coefficient Gini qui décrit l'évolution des inégalités de revenus dans chaque pays. On constate qu'en France entre 1995 et 2014, il est passé de 0,28 à 0,29. Il a donc très peu monté pour une raison simple, c'est que la politique fiscale pratiquée en France a obligé de nombreux français à émigrer sous des cieux fiscalement plus cléments. Le vrai scandale en France n'est pas uniquement qu'il y ait trop de pauvres, mais peut être pas assez de riches.

La réalité, n'en déplaise à Monsieur Piketty, c'est que les inégalités dans le monde diminuent depuis une vingtaine d'années. Cela est du surtout aux performances des pays émergents

La justice fiscale de Thomas Piketty repose sur une analyse marxiste

Thomas Piketty, l'économiste qui a séduit la gauche française et américaine, avec son dernier livre « Le capital au XXIème siècle » est le grand support intellectuel de tous ceux qui dénoncent les rendements des fortunes élevées, tout en condamnant la retraite par capitalisation. Ils semblent oublier qu'entre 1990 et 2010, environ 700M de personnes ont quitté la grande pauvreté grâce à l'économie de marché.

L'analyse de Thomas Piketty repose sur une série de présupposés idéologiques extrêmement naïfs et irrationnels. Le plus contestable étant que « L'impôt n'est juste que s'il est progressif ». En effet, adoptant la conception du manifeste communiste de Marx, Piketty tient pour acquis que l'impôt ne sert pas tant à payer à leur juste prix les services rendus par l'État, qu'à réduire les inégalités sociales. L'impôt pris au « riche » selon lui a pour seul but de le rendre plus pauvre. C'est un impôt sans contrepartie. Symétriquement, les « pauvres » ont le droit de recevoir de l'argent de l'État, non pas en échange d'un travail, mais simplement au titre d'une compensation de leur pauvreté relative. Spoliation d'un côté, assistanat de l'autre, voilà la justice fiscale selon Thomas Piketty.

Dans les pays qui mettent en pratique les idées qu'il préconise (Cuba, Venezuela ou Corée du Nord), on constate qu'il y a peu de candidats à l'immigration...

La société française est rongée par le corporatisme et l'étatisme. Le premier engendre des inégalités et des rentes de situation au profit de certains groupes. Le deuxième affaiblit la société civile et suscite des formes diverses de corruption pour tourner les règles ou en tirer parti.

Tous deux nourrissent un climat de défiance qui, tout à la fois, réduit le bien-être et la croissance, accroît le chômage, accentue la demande d'Etat au détriment de l'adhésion syndicale, et suscite grogne et passe-droits.

La gauche doit cesser d'être sectaire et keynésienne

La gauche a imposé un climat sectaire où l'on ne pouvait plus rien dire, pas même que l'on voudrait un meilleur contrôle des deniers publics et une école qui veille à la transmission du savoir. On ne pourra pas améliorer les conditions de vie du plus grand nombre si l'on continue à cultiver le clientélisme en faveur des fonctionnaires et des associations bien pensantes subventionnées...

Pour corriger les inégalités il faut réformer l'économie dans le sens d'une compétitivité accrue et loin des dogmes keynésiens. Le système français de protection sociale a permis de lutter contre la pauvreté et d'amortir les effets les plus durs de la crise déclenchée en 2008. Mais, bâti sur le modèle d'un homme chef de famille ayant à charge femme et enfants, il entérine les inégalités entre les sexes et néglige, voire pénalise, les évolutions de carrière.

Une révision générale des politiques publiques de réduction des inégalités s'impose. La redistribution aveugle doit marquer une pause, car elle relève d'un interventionnisme brouillon qui a pour effet d'augmenter les dépenses publiques, les prélèvements obligatoires et le poids des réglementations. Il ne s'agit pas comme on le pense souvent que chacun récupère sa « part de rente »

La droite doit revendiquer clairement les idées libérales

La droite se laisse dicter ses valeurs par la gauche, depuis des décennies, délaissant les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme. Elle a laissé la gauche se parer de vertus et présenter en permanence la droite toujours couverte d'opprobre.

La droite défend mal le libéralisme et ne répond pas aux accusations portées à son encontre : égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...sont des accusations injustes. Il faudrait réhabiliter le libéralisme comme option politique crédible car c'est une entreprise de salubrité publique .

La droite antilibérale ressurgit régulièrement, depuis le général Boulanger jusqu'au Front National en passant par les ligues et les mouvements des années 30. Le plus intéressant a été le « Parti Social Français » mouvement de masse du Colonel François de La Roche qui rassemblait jusqu'à 1M d'adhérents en 1939... La droite classique française est anti-libérale, le monde médiatique et éducatif dont elle fait partie aussi. L'antiaméricanisme de toute une partie de la société française nourrit en permanence l'anti-libéralisme.

La droite compte sur l'Europe pour encadrer un peuple ingouvernable, mais cette

défausse lui enlève la base de légitimité qui lui restait et la laisse désarmée devant les dérives de l'égalitarisme de gauche ...

Il faut ensuite recadrer le discours politique pour faire sa place à l'entreprise. Les français doivent comprendre qu'il n'y a pas de contradiction entre l'ouverture au monde et la lutte contre les inégalités ... Il ne faut plus avoir peur de la mondialisation et cesser le plus vite possible de désigner l'extérieur, l'étranger, la mondialisation comme la cause de tous les malheurs français...

L'innovation est le moteur du capitalisme et du progrès en général. Les entrepreneurs sont les agents de ces innovations. Les inégalités et les turbulences sont un faible prix à payer pour assurer le progrès matériel.

L'apprentissage doit jouer son rôle d'ascenseur social, son essor dans les études supérieures reproduit, voire accentue, les inégalités. Il faut donc concentrer l'aide publique là où elle est efficace et équitable, c'est-à-dire dans le second cycle de l'enseignement secondaire. C'est un objectif primordial en France, où 120 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire avec au mieux le brevet des collèges. Pour y parvenir, il est nécessaire de modifier le financement des formations en alternance et la gouvernance de l'enseignement professionnel.

La social-démocratie ne doit pas oublier la fable de Mandeville

La social-démocratie a été pratiquée depuis cinquante ans par tous les gouvernements des pays démocratiques de droite et de gauche. C'est le tableau de l'élite dirigeante du haut de son pouvoir et en vertu des connaissances qu'elle s'attribue qui prétend se substituer aux décisions individuelles des citoyens.

La fracture n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes indifféremment de droite et de gauche et les classes populaires. La précarisation de la France périphérique est aux antipodes du Boboland.

Gauche et droite se flattent d'être à la fois libérales et sociales alors que nos énarques s'enrichissent en devenant des vedettes du CAC 40, nos cadres ont les 35 heures et nos pauvres ont le smic et le RSA...

L'excès de morale peut tuer les abeilles

La Fable de Mandeville. « **Vices privés, vertus publiques** » (1714) est peut être une source d'inspiration pour réconcilier dans une démarche macronienne « en même temps et la droite et la gauche ». Il s'agit d'une ruche où les abeilles ne font que poursuivre leurs fins personnelles les plus ignobles. C'est un tableau de la société anglaise de l'époque où les avocats, les hommes politiques, les banquiers ne sont que des abominables personnages visant exclusivement leurs intérêts personnels. Du point de vue de l'ensemble cela marche fort bien. Les bourgeois avides de luxe font vivre drapiers, tisserands, marins et serviteurs à foison. Au bout du compte cette ruche

pleine de péchés et d'inégalités est insolemment prospère. Jusqu'au jour où la plus corrompue des abeilles dit "Ah comme ce serait bien si nous étions vertueuses". On met alors en place son programme et progressivement la ruche décline. Tous les métiers qui vivaient du luxe et de la richesse des notables finissent dans la faillite et le chômage. Une fable à méditer au moment où la transparence et la morale envahit la vie politique. Pendant vos vacances n'hésitez surtout pas à écouter les paroles profondes de la chanson de Bourvil « Les abeilles » Bzz..., Bzz..., Bzz...

<https://www.youtube.com/watch?v=jtGbVoeuv0s>

La situation favorable de l'Europe va aider un peu la France à se réformer

Les nouvelles en provenance de l'Europe vont dans la bonne direction. La Grèce a été maintenue à l'intérieur de l'Euro, l'Italie a finalement été autorisée à apporter deux de ses plus mauvaises banques à Intesa, comme cela s'était passé auparavant en Espagne avec le rachat de Banco Popular par Santander.

Cela ne résout pas pour autant tous les problèmes de l'espace bancaire européen, mais on peut constater que le mécanisme mis en place pour éviter les risques de contagion en cas de sinistre fonctionne. Il n'y a pas eu de contagion dans le système bancaire.

Au niveau du monde, on avait des inquiétudes sur le niveau du commerce international qui montrait des signes de contraction. Ce n'est plus le cas ce mois-ci, car le risque de manque de liquidités sur le dollar américain s'est éloigné. Selon les cambistes les trois devises les plus sous-évaluées par rapport au dollar américain en ce moment sont la Roupie indienne, la Livre turque et le Pesos mexicain. Les trois plus sur-évaluées sont les devises de la Grèce, du Japon et de la France.

Enfin, toutes les banques centrales ont annoncé qu'elles allaient remonter leurs taux d'intérêt. Si cela se produit il ne faudra pas être sous-pondéré en valeurs financières.

Pour être exposé au secteur bancaire européen l'univers d'investissement est le suivant :

BNP Paribas, Credit Agricole, Commerzbank, Intesa San Paolo, KBC Groep, Mediobanca, Natixis, Nordea Bank, Société Générale, Unicredit, Banca Popolare Dell Emilia, Caixabank, Bankia, Bankinter, Banco de Sabadell

La France a publié de faux bilans sous Hollande

La France plus mauvais élève de l'Europe en matière de discipline budgétaire a été obligée de se livrer à une mise en scène pitoyable pour annoncer le dérapage du déficit budgétaire en 2017. En dehors de Messieurs Sapin et Eckert, ex locataires de Bercy, tout le monde savait que le déficit cumulé de l'Etat de la sécurité sociale et des collectivités locales dépasserait largement les 3% du PIB. Cela n'a pas empêché François Hollande de déclarer qu'il laissait la France en meilleure situation qu'il ne l'avait trouvée en arrivant à l'Élysée ! Un président d'une société privée cotée en bourse qui ferait de telles déclarations sur l'état financier de sa société serait tout simplement accusé dans des conditions comparables, de publication de faux bilan. La Cour des Comptes a préféré retenir le qualificatif d'insécurité. Soit

La situation financière est si grave qu'elle ne pourra pas être rétablie avec de simples annulations de crédit. Il est temps de passer aux réformes structurelles notamment sur le droit du travail, le logement, la sécurité sociale, la retraite et la formation... Emmanuel Macron a un mandat clair pour procéder à des changements et il a en face de lui des syndicats qui ont une main faible. Comme d'habitude Jean Luc Mélenchon et Marine Le Pen vont se considérer comme les représentants auto-désignés de la souveraineté du peuple, habilités à concurrencer la légitimité du pouvoir légal sorti des urnes. Leurs chances de réussite dans l'environnement actuel sont faibles.

Heureusement la meilleure situation en Europe va rendre l'exercice de retour à la réalité un peu moins difficile. L'indice de confiance des consommateurs est en France au plus haut depuis 2014. L'indice IFO du climat des affaires en Allemagne est de son côté au plus haut depuis 2009.

La Grande Bretagne a un marché action et une devise sous-évalués

La Grande Bretagne devra accepter les exigences de l'Europe pour arriver à négocier un Brexit qui pourrait aboutir à un statut ressemblant probablement à celui de la Norvège. Le marché anglais est attractif aussi bien en terme absolu que relatif. A cette situation s'ajoute le fait que la Livre Sterling est aussi sous évaluée.

On peut s'intéresser en priorité aux valeurs anglaises exportatrices. L'univers d'investissement est le suivant :

Shanks Group (74% du chiffre d'affaires réalisé en Europe continentale), **Man Group** (66%), **Thomas Cook Group** (65%), **Vodafone** (58%), **Bodycote** (57%), **Computacenter** (54%), **Kingfisher** (40%), **Imperial Tobacco** (40%), **WPP** (34%)

Le secteur des robots résiste dans la baisse des valeurs de technologie

Aux Etats Unis, les grandes capitalisation sont arrivées à des niveaux excessifs.

La croissance de l'économie a été revue à la baisse par le FMI de 2,3% à 2,1%.

Il est intéressant de noter que les valeurs bancaires surperforment l'indice S&P 500 alors que pendant le même temps les valeurs de technologie cèdent du terrain. Le seul univers d'investissement à échapper pour le moment à ce mouvement est celui de la robotique et de l'automation dont l'univers d'investissement mondial est le suivant :

Aerovironment Inc (US) , **Accuray** (US), **Omron** (Japan), **Intuitive Surgical** (US), **Faro Technologies** (US), **Hollysys Automation Technology** (China), **Rockwell Automation** (US), **Nabtesco Corp** (Japan) , **Hiwin Technologies** (Taiwan), **ABB** (Suisse), **Harmonic Drive Systems** (Japan), **Daifuku** (Japan), **Yushin Precision Equipment** (Japan), **Keyence** (Japan), **Fanuc** (Japan), **Zebra Technologies** (US), **Amano Corporation** (Japan), **Krones** (Germany) **Yaskawa Electric Corp** (Japan), **Raven Industries** (US)

La demande de Lithium va rester forte

Les véhicules électriques auront besoin de beaucoup de Lithium. Les pays les plus riches en lithium sont le Chili, La Chine, la Bolivie. Leurs réserves représentent l'équivalent de quinze années de consommation .

L'univers d'investissement des sociétés concernées par le développement de cette filière sont :

FMC Corp, **Rockwood Holdings**, **Orocobre Ltd**, **Sociedad Quimica y Minerale de Chile** , **Samsung SDI Co** , **GS Yuasa Corp** , **LG Chem** , **SAFT** , **Coslight Technology International** , **Avalon Rare Metals**

Il est temps de « dépiquettyser » la France

Emmanuel Macron a désormais le mandat pour procéder à des réformes. Jean Luc Mélenchon en grand démocrate et admirateur de Hugo Chavez au Venezuela, considère que l'opposition s'exprimera désormais dans la rue. Il n'a probablement pas pris en compte le fait que les électeurs ont fait leur révolution dans les urnes et ont décidé de procéder à un dégagisme d'anthologie dans l'histoire de la république.

Engager une réforme profonde du marché du travail montre que c'est la seule voie pour créer des emplois. L'exemple allemand montre que cela peut créer massivement des emplois. La première étape de la « dépiquettyisation » de la France concernera le droit du travail.

Les lois Hartz devront être une source d'inspiration pour la France

Il n'est pas inutile de replacer ces lois dans leur contexte. Les réformes Hartz de 2003-2005 en Allemagne sont les réformes du **marché du travail** qui ont eu lieu en **Allemagne** sous le mandat du **chancelier Gerhard Schröder (SPD)**. Conduites par l'ancien DRH de Volkswagen, elles avaient pour but de renforcer la lutte contre le chômage volontaire et d'améliorer le retour en activité des bénéficiaires d'allocations. Ces réformes visaient à adapter le droit du travail et la fiscalité à la nouvelle donne économique dans le secteur des services.

La Loi Hartz IV a été la plus importante. Avec cette réforme, les indemnités de chômage n'étaient plus versées pendant 32 mois mais pendant seulement 12 mois (18 mois pour les plus de 55 ans). C'est la phase « Arbeitslosengeld I ». Ensuite, le chômeur est considéré comme chômeur de longue durée et reçoit le « Arbeitslosengeld II », sensiblement moins élevé. À travers l'« Arbeitslosengeld II », l'état verse le « Regelsatz » qui était de 364 € par mois en septembre 2009 pour une personne, auquel il fallait ajouter le paiement complet d'un logement « décent » (en dessous d'un plafond de 280 € par mois), l'**assurance maladie** et une **cotisation retraite**.

Dans un couple, chaque personne pouvait recevoir l'Alg II. Ces revenus sont considérés comme le minimum vital auquel a droit tout citoyen allemand qui s'inscrit à l'« Arbeitsamt » (= Pôle emploi). Il est possible de toucher un salaire et l'Alg II simultanément. Le salaire reçu est soustrait du montant de l'Arbeitslosengeld II, ce qui permet en quelque sorte d'assurer un revenu plancher aux inscrits dans un pays qui n'avait pas de **salaire minimum** proprement dit.

La mesure la plus importante de cette réforme a été la réduction des indemnités

versées aux chômeurs de longue durée qui refusaient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification. De plus, ces chômeurs pouvaient être embauchés à des salaires inférieurs (1 €/heure) à la convention collective du secteur. D'autres mesures ont été critiquées à l'époque, telle que la possibilité de réduire les allocations d'un chômeur dont les ascendants ou descendants ont des économies.

Ces mesures du SPD, votées avec le soutien de la majorité CDU du Bundesrat, ont donné lieu à l'époque en particulier en ex-RDA à des manifestations. Cette mobilisation a contribué aux revers électoraux de la majorité de Gerhard Schröder en 2005. Le nom « Hartz IV » a ainsi été largement associé par les Allemands à ces réductions des prestations versées à de nombreux sans-emplois. Avec le recul, ce sont les mesures qui ont permis à l'économie allemande de se redresser vertueusement avec le succès que l'on sait.

La dépykettisation de l'enseignement de l'économie doit intervenir rapidement

Thomas Piketty le théoricien de la montée des inégalités vient de conseiller Jérémy Corbyn en Grande Bretagne et Benoit Hamon en France. Tous les deux ont connu des échecs électoraux spectaculaires. Son livre « *Le Capital au XXIème siècle* » a été un best-seller mondial alors que ses arguments reposent sur une série de présupposés idéologiques extrêmement naïfs et irrationnels.

Première idée fausse : « il serait à la fois impossible et inopportun de réduire les dépenses publiques en France » : « Pour l'essentiel, nous prenons comme données la structure des transferts et les dépenses publiques actuellement en vigueur en France et le niveau global des prélèvements obligatoires nécessaire pour les financer ». Donc 50 % d'impôts, c'est parfait ! De quoi les Français se plaindraient-ils, puisqu'ils ont des services publics impeccables, qu'il n'y a aucun gaspillage, et qu'ils n'utiliseraient pas mieux leur argent si on les laissait en disposer librement. Le problème de la fiscalité n'est donc pas de diminuer les dépenses publiques, il est de trouver les moyens les plus astucieux et les plus simples de les augmenter. Mais alors, pourquoi tous nos voisins ont-ils choisi la voie inverse.

Deuxième idée fausse : « L'impôt n'est juste que s'il est progressif ». En adoptant la conception du Manifeste communiste de Marx, Piketty tient pour acquis que l'impôt ne sert pas tant à payer à leur juste prix les services rendus par l'État qu'à réduire les inégalités sociales. L'impôt pris au « riche » a pour seul but de le rendre plus pauvre. C'est un impôt sans contrepartie. Symétriquement, les « pauvres » ont le droit de recevoir de l'argent de l'État, non pas en échange d'un travail, mais simplement au titre d'une compensation de leur pauvreté relative. Spoliation d'un côté, assistantat de l'autre, voilà la justice selon lui.

Troisième idée fausse : « La richesse des riches serait le fruit de l'« exploitation » des pauvres ». La science économique a amplement montré que cette théorie de l'exploitation de l'homme par l'homme était absurde. L'économie n'est pas un jeu à somme nulle. L'immense croissance survenue depuis plus de deux siècles a créé des richesses ex nihilo, parce que la liberté économique a permis une meilleure division du travail, qui a elle-même rendu possible une multiplication des savoirs.

Tomas Piketty a tout faux. Depuis trente ans toutes les statistiques montrent que les inégalités de revenus ne se sont pas aggravées en particulier en France. Le vrai combat d'aujourd'hui, ce sont les inégalités de chances et l'immobilisme social. Le vrai drame n'est pas du tout qu'il y ait trop de riches mais pas assez.

Les trois M : Macro, Micro, Macron

Dans le domaine de la macro économie, la croissance française repart, le brent est en dessous de 45\$ le baril pour la première fois depuis novembre dernier...

Dans le domaine de la micro économie, l'année 2017 s'annonce florissante pour les entreprises de taille intermédiaire. le climat des affaires est au plus haut depuis l'été 2011

Emmanuel Macron est sur le petit nuage de la macronie. Il a tous les pouvoirs ce qui ne donne pas toujours d'heureux résultats dans l'histoire de France. Pour le moment

Il bénéficie d'un environnement favorable qui devrait lui permettre de réformer rapidement. Souhaitons lui de réussir tout en restant lucide et attentif....

Il faut maintenant redresser la situation financière désastreuse de la France

Emmanuel Macron pourrait avoir encore de la chance. Il n'en a pas manqué depuis le début du lancement de son mouvement il y a un peu plus d'un an. Economiquement à droite mais intégrant des valeurs de gauche, il s'affirme comme un centriste « et de gauche et de droite ».

Politiquement, il a réussi à faire payer les responsables de la gauche et de la droite dite de gouvernement, des années de manque de courage. Il a maintenant tous les pouvoirs, ce qui est toujours un danger si on les utilise mal. Pour le moment, il est en bien meilleure position que ses prédécesseurs pour réaliser les réformes dont la France a besoin. Sa grande difficulté sera de ne pas céder devant les syndicats car il n'est pas facile d'être « en même temps » Jeanne d'Arc et Steve Jobs.

Economiquement, l'embellie conjoncturelle en Europe se confirme et sur le plan international, Emmanuel Macron peut aider à restaurer l'image très affaiblie de la France. Donald Trump est affaibli, Theresa May a perdu sa majorité absolue au parlement onze jours avant le début des négociations pour le Brexit, Vladimir Poutine doit essayer de trouver des alliés pour lever les sanctions qui pèsent sur la Russie. Angela Merkel apprécie d'avoir un président français avec qui il serait possible de relancer l'axe franco-allemand.

L'écart entre les performances de l'économie allemande et de l'économie française ne cesse de grandir.

Il y a un risque extrêmement fort de dérapage du déficit de la France en 2017.

Le déficit du commerce extérieur ne cesse de se creuser. Il faut vraiment agir vite.

Le déficit budgétaire reste sous surveillance étroite de Bruxelles. Il faudra négocier avec Bruxelles pour passer le cap de 2018. Heureusement, les créations d'emploi sont au plus haut depuis dix ans en France.

Les détenteurs de revenus financiers et immobiliers ainsi que les retraités, présentés comme « aisés » sont les triples perdants du début de quinquennat Macron avec la hausse de la CSG, leur exclusion de l'exonération de la taxe d'habitation et le report d'un an du prélèvement à la source. Ceux qui devraient investir pour créer des emplois vont une fois de plus financer une redistribution de pouvoir d'achat, puisque le gouvernement va supprimer les cotisations d'assurance chômage acquittées par les seuls salariés. La redistribution de pouvoir d'achat avant d'avoir créé la richesse qui devrait être sa contrepartie est comme l'histoire nous l'a montré un très mauvais système.

La pression fiscale qui pèse sur les entreprises va être réduite avec un impôt sur les sociétés passant de 33% à 28%. Cette mesure devrait d'abord profiter aux entreprises qui réalisent moins de 75 000€ de bénéfices. Elle sera ensuite étendue en 2018 aux sociétés de plus de 500 000€ de bénéfices, puis en 2019 à toutes les entreprises. Le taux d'imposition étant ramené alors à 2019.

L'impôt sur les sociétés est en France un des plus élevés d'Europe. Il faudrait le ramener dans la moyenne. Et surtout l'alléger pour les PME qui souffrent d'un développement insuffisant. Il manque 100 000 entreprises de 300 salariés en France.

De nombreuses taxes s'ajoutent à l'impôt sur les sociétés, le Medef en a recensé plus de 120 : il existe une taxe sur les remontées mécaniques, une sur les pylônes électriques ou une autre sur les enseignes des commerçants (taxe locale sur la publicité extérieure). Sans parler de la taxe de balayage qui dépend de la surface à balayer par les agents municipaux. Beaucoup de ces impôts sont élevés. La CVAE et la CFE qui remplacent la taxe professionnelle pèsent pour une quinzaine de milliards d'euros. La taxe sur les salaires qui concerne notamment les banques frôle les 12 milliards d'euros. Le seul versement transport qui finance les transports en commun rapporte 6 Md€. La Cour des comptes a plusieurs fois tiré la sonnette d'alarme en soulignant que plusieurs de ces taxes sont assises sur les rémunérations, ce qui renchérit le coût du travail. Dans le

rapport sur la fiscalité française et allemande, les magistrats de la rue Cambon ont chiffré à 24 Md€ le surcoût et rappelé que de telles taxes sur les salaires n'existent pas en Allemagne .

Ce qui est encore plus grave c'est que le taux implicite de l'impôt sur les sociétés (IS rapporté au résultat d'exploitation) est de 39% pour les entreprises de 10 à 249 salariés et de 19% pour les firmes de plus de 5000 salariés.

En matière d'impôt sur le revenu, la tranche Hollande à 75% a appauvri la France et les Français. Conformément à la « courbe de Laffer », au delà d'un certain seuil d'imposition, le produit de l'impôt sur le revenu a tendance à baisser, parce que les plus riches et les plus talentueux sont découragés, ils s'organisent, ils retardent ou modifient les conditions de perception de leurs revenus, ils partent à l'étranger, ils s'arrêtent de travailler. C'est vrai en tout temps et en tous lieux. Lorsque les présidents Hoover et Roosevelt portèrent les taux supérieurs d'imposition sur les revenus à 63% en 1932 puis 79% en 1936, la contribution des 1% des foyers les plus aisés furent quasiment stables, passant de 1,1% du PIB en 1928 à 1% en 1940. Durant les hausses d'impôt des années Nixon, Ford et Carter, la contribution fiscale des 1% les plus riches fut réduite de 1,9% à 1,5% du PIB.

Aujourd'hui on a le sentiment qu'Emmanuel Macron est parfaitement conscient de cette réalité fiscale. Les mesures qui ont été annoncées vont dans la bonne direction. On a revanche pas encore bien compris d'où allait provenir la diminution des dépenses publiques. Pour le moment nous en sommes encore à la situation décrite par Sacha Guitry "Nous payons des impôts pour rétribuer des fonctionnaires chargés de veiller à ce que nous payions bien nos impôts afin de rétribuer d'autres fonctionnaires "....

Donald Trump a raison d'obliger tout le monde à réfléchir sur les accords de la COP 21

La plupart des grands groupes américains sont consternés par la décision de Donald Trump de se retirer de la COP 21. La Conférence de Paris de 2015 sur le climat et le réchauffement climatique avait eu lieu fin 2015 au Bourget en France. Elle était à la fois la 21e conférence des parties (d'où le nom COP21) liée à la Convention-cadre des Nations unies

sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 11e conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto (CMP11).

La quasi totalité du monde médiatique a aussi critiqué le président américain. Emmanuel Macron a comme d'habitude très bien exploité la situation sur les réseaux sociaux avec son « *Make our planet great again* ». Il n'est pas sûr que tous ceux qui ont fait des commentaires aient bien lu le document de la COP 21...

La partie en principe la plus contraignante de l'accord de Paris était l'engagement pris par les pays développés de verser aux pays en développement, à partir de 2020, la somme de 100 milliards de dollars par an pour réaliser des investissements afin de réduire leurs émissions de CO2. Le chiffre est précis, mais la répartition entre les pays développés n'a absolument pas été arrêtée. La définition des financements n'a pas été donnée non plus. On ne sait pas s'il s'agit de dons ou de prêts et ce qui devrait être financé par le public ou le privé. Tout est resté dans le vague. L'accord de Paris n'a fait qu'entériner des « contributions volontaires » de différents États destinées à réduire leurs émissions de CO2. C'est ainsi que le seul engagement de la Chine a été de commencer son programme de réduction en 2030 ! Barack Obama est allé plus loin pour les États-Unis avec une réduction de 26% en 2025. Étant sûr de ne plus être là pour remplir cet engagement, il obtenait à moindres frais l'admiration des partisans de ces réductions. François Hollande aussi voulait de son côté donner l'impression qu'il avait réussi quelque chose pendant son quinquennat. C'est pourquoi il s'est engagé au nom de la France à verser 5 milliards par an de fonds publics. De toute façon il ne sera plus là non plus pour respecter ses engagements !!!

Donald Trump a raison de se méfier de ces engagements imprécis qui pourraient contraindre les contribuables américains à verser plus de 50 milliards par an à des pays vendant des produits concurrents de productions américaines. Le président américain tient à défendre leurs intérêts. La conception américaine des obligations juridiques est bien différente de la conception française. En France, ne pas respecter pendant des années un traité, c'est une preuve d'habileté diplomatique. Pour les Américains, un engagement signé doit être respecté. Donald Trump, a donc préféré renoncer à des engagements qu'il ne maîtrisait

pas.

Aucun

dirigeant français par contre n'a bien évidemment évoqué les conséquences de l'accord de Paris pour le contribuable français. Donald Trump défend les intérêts de ses électeurs, les dirigeants français ceux des autres pays !!!

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays membres de l'ONU. Il « a pour mission d'évaluer, sans parti-pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation. Il n'a pas pour mandat d'entreprendre des travaux de recherche ni de suivre

l'évolution des variables climatologiques ou d'autres paramètres pertinents. Ses évaluations sont principalement fondées sur les publications scientifiques et techniques dont la valeur scientifique est largement reconnue ».

C'est la raison pour laquelle le GIEC a toujours fonctionné de façon politique et le réchauffement climatique est devenu pour lui depuis longtemps un enjeu purement idéologique. Ce qui pose problème c'est que les effets du rayonnement solaire ou des nuages sur la température sont insuffisamment étudiés, tout cela parce que le lobby du GIEC tire tous ses budgets sur le seul thème de l'effet de l'activité humaine sur la température. La déforestation est probablement aussi importante dans l'augmentation du CO2. Depuis 1990, plus de 130 millions d'hectares de forêt ont été brûlés ou arrachés, remplacés par des villes ou des terres agricoles. Le Brésil a détruit pendant cette période 531 000km² de forêt, l'Indonésie 275 000km², Le Nigéria 102 000km², l'Argentine

76 000km²

Etre climato-sceptique, ce n'est pas nier que la température de la planète augmente, que la banquise fond et que le niveau de la mer monte. C'est s'interroger sur le gros soufflé que des politiques de différents pays, la France en tête, ont monté en utilisant inconsidérément l'argent du contribuable. Les modèles climatiques utilisés sont d'autant moins fiables que la « science climatique » est incapable de prédire correctement l'ensemble des phénomènes. Parmi les nombreuses incertitudes, on connaît mal l'influence des variations des émissions solaires et le rôle joué par les nuages. Et pourtant l'effet de serre des nuages, à supposer qu'un tel effet existe, serait 219 fois plus important que celui du CO2 atmosphérique. Quant au CO2 dû aux émissions humaines, il ne représenterait que 6% du stock de CO2 atmosphérique. Un jour la science prouvera peut-être que l'augmentation de la quantité de CO2 dans l'atmosphère était due au réchauffement causé par exemple par les variations du soleil, et non que le réchauffement était dû principalement aux émissions humaines de CO2, comme une désinformation systématique le fait penser aux Européens.

Ceux qui prétendent que la science a parlé sont en général des hommes politiques qui ont fait de la protection de la planète une véritable religion, dont toute critique est apparentée à un blasphème. Un peu moins d'idéologie et un peu plus de science permettraient d'analyser objectivement la situation.

Tout le monde peut être d'accord qu'il faut préparer une transition énergétique vers les industries renouvelables qui devra s'accompagner progressivement d'un changement de modèle de production et de consommation. Tout cela sera possible grâce à l'innovation apportée par la technologie, ce qui suppose des investissements très importants. En revanche, aucun résultat sérieux ne sera obtenu à coup de « fiscalité écologique, de réduction du temps de travail dans

une économie sociale et solidaire » !!!

Tant que l'on restera dans l'obscurantisme écolo-bobo-bio très bien décrit par Jean de Kervasdoué dans son livre « *Ils croient que la nature est bonne* » on ne pourra pas avancer. Il ne s'agit pas d'un combat idéologique consistant à développer « un impératif vert face au fiasco des politiques néolibérales telles qu'elles sont défendues à Davos ». Il n'y a pas d'un côté le "bien" de Ségolène Royal avec ses mots vertueux: écologie, environnement, éolienne, lanceur d'alerte, santé et ses qualificatifs tout aussi positifs: vert, naturel, durable, circulaire, biodynamique, biologique, photovoltaïque, recyclé, économe, local, associatif, décentralisé...

Il n'y a pas de l'autre le mal avec ses mots abominables comme charbon, pesticides, OGM, nucléaire, pollution, croissance, climato-sceptique et ses qualificatifs négatifs: polluant, dangereux, intensif, capitaliste, industriel, cancérigène, corrompu...

Ce qui est grave est c'est que les verts s'adonnent autant que les autres aux manœuvres d'appareil. Ils ont brouillé toutes les cartes sur l'écologie qui doit être un combat concernant tous les habitants de la planète.

Pour diminuer leur dépendance par rapport à l'OPEP et surtout à l'Arabie Saoudite, les Etats Unis se sont mis à développer depuis 2006 le pétrole et le gaz de schiste chez eux. Cela a été possible grâce à de nombreuses innovations technologiques rendues possibles par des investissements financés par les américains eux mêmes. Le résultat c'est que le rôle de « swing state », c'est à dire de l'état qui régule sur le plan mondial le prix du pétrole, n'est plus l'Arabie Saoudite mais les Etats unis eux mêmes

Le secteur des services pétroliers est le grand perdant du moment

Toutes les sociétés de services pétroliers ont été très touchées par la baisse du prix du pétrole de 115\$ à un plus bas de 27\$ et sont dans une situation délicate

En France, **Technip FMC** malgré le rapprochement des deux entreprises a toujours du mal à retrouver des marges convenables. Elle a du licencier 6000 personnes pour s'adapter à son carnet de commandes. **CGG Veritas** après avoir racheté en 2007 Veritas pour 3,1 Md\$ et en

2012 Fugro pour 1 Md\$ est en grande difficulté. **Bourbon** est aussi à la peine.

Aux Etats Unis **Halliburton** le numéro un mondial est en baisse de 16% depuis le début de l'année. Le fait que la société réalise 65% de son chiffre d'affaires aux Etats Unis lui permet de mieux résister que ses concurrents. **Schlumberger** qui réalise de son côté 65% de ses revenus en dehors des Etats Unis aura encore plusieurs trimestres difficiles.

En Europe, plusieurs sociétés que l'on retrouvait dans de nombreux portefeuilles n'offrent pas des perspectives très brillantes notamment **Schoeller Bleckmann** en Autriche et **Seadrill** en Norvège qui a failli déposer son bilan au début de l'année.

L'économie verte va se développer fortement

Le secteur de l'économie verte est celui qui permettra réellement de lutter contre le gaspillage de l'énergie et le réchauffement climatique. On trouve les sociétés les plus intéressantes dans l'efficacité énergétique, le stockage d'énergie, la désalinisation de l'eau de mer, la distribution et la purification de l'eau. A suivre...